

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2016/29214]

**27 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 septembre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 février 2016 ;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Ministère de la Communauté française, donné le 14 décembre 2015 ;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 17 novembre 2015 ;

Vu l'avis du Conseil de Direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 14 janvier 2016;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 21 janvier 2016 ;

Vu le protocole n° 464 du Comité de Secteur XVII, conclu le 26 février 2016 ;

Vu l'avis n° 59.062/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, la Section 7 du Chapitre 1<sup>er</sup> est remplacée par la Section suivante :

« Section 7.- Contrat d'administration et contrat d'objectifs

Article 20. § 1<sup>er</sup>. Un contrat d'administration est établi pour le Ministère de la Communauté française.

Le contrat d'administration aborde tant les aspects transversaux que les aspects sectoriels de la gestion des missions du Ministère.

Le contrat d'administration inclut une planification stratégique à 5 ans.

Il contient au moins les éléments suivants :

- les principales missions, la vision et les valeurs du Ministère de la Communauté française ;
- les principales missions et la vision de chaque Administration générale et du Secrétariat général;
- les objectifs stratégiques et opérationnels, transversaux et sectoriels ;
- les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des objectifs opérationnels transversaux et sectoriels pour ceux des objectifs pour lesquels un indicateur se justifie;
- les ressources humaines, budgétaires et informatiques nécessaires à la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels, transversaux et sectoriels;
- la répartition des responsabilités liées à la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels transversaux et sectoriels;
- les modalités de collaboration entre le Gouvernement de la Communauté française et les services de son administration.

Pour déterminer les objectifs stratégiques et opérationnels du contrat d'administration, il convient notamment de se baser sur les éléments suivants :

- une analyse des risques ;
- une analyse de l'environnement et des parties prenantes ;
- le cadre budgétaire fixé par le Gouvernement ;
- la Déclaration de Politique Communautaire ;
- les lettres de mission des mandataires signataires.

Le contrat d'administration prend fin lors de la conclusion d'un nouveau contrat d'administration.

§ 2. Le contrat est conclu sur base d'un projet établi par le Comité de direction du Ministère, élargi aux mandataires de rang 16, et en concertation avec l'ensemble des autres fonctionnaires généraux.

Le Comité de direction s'appuie sur le vademecum adopté par le Gouvernement pour rédiger le projet de contrat d'administration. Les Administrateurs généraux et les Directeurs généraux compétents se concertent avec les Ministres fonctionnel(s) ou leurs délégués pour l'élaboration des objectifs stratégiques et opérationnels sectoriels qui concernent les matières dont ils ont la responsabilité. Le Secrétaire général, le Ministre-Président, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique ou leurs délégués sont associés à ces concertations pour assurer la cohérence entre les objectifs sectoriels et transversaux.

Le projet de contrat est adressé au Gouvernement dans les 4 mois de la désignation des mandataires de rang 17, 16+ et 16 du Ministère.

Le Gouvernement et le Comité de direction négocient le projet de contrat d'administration.

Le contrat est conclu dans les 4 mois de l'envoi du projet au Gouvernement.

En cas de désaccord entre le Comité de direction et le Gouvernement à l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le Gouvernement adopte définitivement le contrat d'administration.

§ 3. Pendant sa durée, le contrat peut être modifié, sur demande du Gouvernement ou du Comité de direction. Un délai minimum de six mois doit s'écouler entre chaque modification.

Les Administrateurs généraux et les Directeurs-général(s) compétents se concertent avec les Ministres fonctionnel(s) ou leurs délégués pour l'élaboration des objectifs stratégiques et opérationnels sectoriels qui concernent les matières dont ils ont la responsabilité. Le Secrétaire général, le Ministre-Président, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique ou leurs délégués sont associés à ces concertations pour assurer la cohérence entre les objectifs sectoriels et transversaux.

La (ou les) modification(s) du contrat d'administration est (sont) négociée(s) entre le Gouvernement et le Comité de direction.

Dans cette hypothèse, le contrat d'administration est, le cas échéant, adapté dans le mois qui suit la réception de la demande

§ 4. A la demande du Gouvernement ou du Comité de direction, le contrat d'administration peut être modifié avant l'échéance du délai de six mois visé au paragraphe précédent en cas d'urgence, spécialement motivée et dont la survenance n'était pas prévisible lors de la conclusion ou de la précédente modification du contrat d'administration.

La (ou les) modification(s) du contrat d'administration est (sont) négociée(s) entre le Gouvernement et le Comité de direction.

Dans cette hypothèse, le contrat d'administration est, le cas échéant, adapté dans le mois qui suit la réception de la demande

§ 5. Chaque année, après le vote du budget au Parlement, le Comité de direction transmet un rapport de suivi du contrat d'administration au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre de la Fonction publique.

Ce rapport présente :

- 1° l'évolution de l'atteinte des objectifs stratégiques et opérationnels ;
- 2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du contrat d'administration ;
- 3° les éventuelles propositions de modification du contrat d'administration.

Le rapport assure la cohérence entre le contenu du contrat d'administration et le budget voté pour l'année.

§ 6. Quatre mois avant la fin de la législature, le Comité de direction du Ministère, élargi aux mandataires de rang 16 et en concertation avec l'ensemble des autres fonctionnaires généraux, établit un rapport d'évaluation du contrat et des enjeux futurs et l'adresse au Gouvernement.

Article 21. § 1<sup>er</sup>. Chaque mandataire de rang 15 établit dans les trois mois à dater de l'entrée en vigueur du Contrat d'administration ou de sa désignation si elle lui est postérieure, en concertation avec son supérieur hiérarchique, un projet de contrat d'objectifs, qui met en œuvre sa lettre de mission et le contrat d'administration pour ce qui concerne son Service général.

Les mandataires de rang 15 désignés au sein des organismes d'intérêt public de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle des certains organismes d'intérêt public sont dispensés de l'établissement d'un contrat d'objectifs.

§ 2. Le contrat d'objectifs est établi sur base d'un modèle adopté par le Gouvernement sur proposition du Comité de direction. Le contrat d'objectifs est un document synthétique établi sur la base d'éléments mesurables.

Le contrat d'objectifs est approuvé par le supérieur hiérarchique direct après concertation au sein du Comité de direction.

Le contrat d'objectifs est réexaminé et, le cas échéant, adapté dans les trois mois de toute modification du contrat d'administration.

Le contrat d'objectifs, ainsi que les modifications qui y seraient apportées, sont communiquées, pour information, au Ministre fonctionnel, au Ministre du Budget et au Ministre de la Fonction publique.

En cas de désaccord entre le supérieur hiérarchique direct et le mandataire de rang 15, sur le contenu du contrat d'objectifs, le ou les ministre(s) fonctionnel(s) adopte(nt) définitivement le contrat d'objectifs. A défaut d'accord, le Gouvernement adopte le contrat d'objectifs.

Il expire à l'échéance du contrat d'administration.

§ 3. Chaque année, après le vote du budget au Parlement, le mandataire de rang 15 transmet un rapport de suivi du contrat d'objectifs à son supérieur hiérarchique direct.

Ce rapport présente :

1° l'évolution de l'atteinte des objectifs stratégiques et opérationnels repris dans le contrat d'objectifs

2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre des objectifs compris dans le contrat d'objectifs et, si possible, l'impact potentiel de ces risques sur la mise en œuvre du contrat d'administration.

3° les éventuelles propositions de modification de son contrat.

Article 21bis. § 1<sup>er</sup>. Les organismes d'intérêt public de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle des certains organismes d'intérêt public sont dispensés de l'établissement d'un contrat d'administration.

§ 2. Dans les six mois qui suivent leur désignation, les mandataires des organismes d'intérêt public de la catégorie B établissent un plan d'administration, qui décrit les activités et projets concrétisant les objectifs du contrat de gestion.

Pour déterminer les activités et projets décrits par le plan, il convient de se baser notamment sur les lettres de mission des mandataires de l'organisme d'intérêt public.

Le plan définit les activités et projets dont chaque mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur.

Le plan contient les indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des activités et projets qu'il décrit pour celles de ces activités et ceux de ces projets pour lesquels un indicateur se justifie.

Le plan d'administration est valable pour une durée de deux ans ; il est approuvé par l'organe de gestion puis adopté par le Gouvernement.

A l'échéance de ces deux ans, un second plan d'administration couvrant la suite du mandat est établi selon les mêmes modalités.

Pendant sa durée, le plan d'administration peut être modifié suite à l'adoption d'un avenant au contrat de gestion de l'organisme.

§ 3. A l'issue de chaque plan d'administration, le Comité de direction ou le Conseil de direction, de l'organisme transmet un rapport au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre de la Fonction publique.

Ce rapport présente :

1° l'évolution des activités et projets du plan d'administration;

2° les nouveaux risques identifiés par rapport à la mise en œuvre du plan d'administration..

3° les éventuelles propositions à prendre en compte lors de l'établissement du prochain plan d'administration. ».

**Art. 2.** L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Les mandataires sont évalués deux ans après leur désignation et dans le courant de la dernière année de la législature.

Ces évaluations portent sur la façon dont le mandataire a réalisé les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels dont il est responsable, coresponsable ou contributeur en vertu de sa lettre de mission, du contrat d'administration et, pour les mandataires de rang 15, du contrat d'objectifs

Pour les organismes d'intérêt public de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle des certains organismes d'intérêt public, les évaluations portent sur la façon dont le mandataire a réalisé les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels dans sa lettre de mission et sur la réalisation des objectifs du plan d'administration et du contrat de gestion dont il est responsable, coresponsable ou contributeur. ».

**Art. 3.** Dans l'article 33, § 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, il est inséré un littéra c. qui stipule ce qui suit :

« c. Pour le Secrétaire général, l'ensemble des membres composant le Gouvernement de la Communauté française ».

**Art. 4.** L'article 35, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. La Commission évalue le mandataire en se basant sur :

1° le ou les rapports de suivi annuel du contrat d'administration, du contrat d'objectifs ou le rapport du plan d'administration visé à l'article 21bis § 3. A la demande du ou des ministre(s) fonctionnel(s), le ministre de la Fonction publique peut demander un rapport complémentaire au mandataire ;

2° l'audition du mandataire ;

3° le rapport motivé du supérieur hiérarchique immédiat du mandataire et, si la Commission l'estime nécessaire, l'audition du supérieur hiérarchique ;

4° le cas échéant, le rapport ou l'audition du toute personne dont la Commission d'évaluation juge nécessaire de recueillir les déclarations, à l'exception des membres du Gouvernement et des membres des cabinets ministériels. »

**Art. 5.** A l'article 36 du même arrêté, les mots « l'article 35, 2° et 3° » sont remplacés par les mots « l'article 35, 3° et 4° ».

**Art. 6.** L'article 41 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41. L'évaluation réalisée en application de l'article 32 fait l'objet des mentions suivantes :

1° « favorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission ainsi que, selon le cas, soit dans le contrat d'administration et, pour les mandataires de rang 15, le contrat d'objectifs, soit dans les objectifs du plan d'administration et du contrat de gestion, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour ce qui concerne sa contribution, ont été suffisamment réalisés quantitativement et qualitativement et dans les délais prévus, soit n'ont pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus mais qu'il apparaît, sur base des éléments de justification présentés par le mandataire, que cette situation est adéquatement justifiée ;

2° « réservé » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission ainsi que, selon le cas, soit dans le contrat d'administration et, pour les mandataires de rang 15, le contrat d'objectifs, soit dans les objectifs du plan d'administration et du contrat de gestion dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour ce qui concerne sa contribution, n'ont été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus ;

3° « défavorable » : lorsque les missions de gestion et les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans la lettre de mission, ainsi que, selon le cas, soit dans le contrat d'administration et, pour les mandataires de rang 15, le contrat d'objectifs soit dans les objectifs du plan d'administration et du contrat de gestion, dont le mandataire est responsable, coresponsable ou contributeur, mais dans cette dernière hypothèse uniquement pour ce qui concerne sa contribution, n'ont été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou pas dans les délais prévus. ».

**Art. 7.** Dans l'article 55, § 3, du même arrêté, entre la deuxième et la troisième phrase est insérée la phrase suivante : « Pour l'exercice de ce mandat de même rang, il bénéficie au minimum du régime pécuniaire attaché au mandat qui le précède. ».

**Art. 8.** L'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les 1° et 2° sont abrogés.

**Art. 9.** A l'article 12, alinéa 6 du même arrêté, les mots « des plans opérationnels de ses membres » sont remplacés par les mots « du contrat d'administration ».

**Art. 10.** A l'occasion de la première application de l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, tel que remplacé par l'article 2 du présent arrêté, les mandataires sont uniquement évalués dans le courant de la dernière année de la législature.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 7 qui produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

**Art. 12.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 avril 2016.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE

Le Ministre du budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
André FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29214]

**27 APRIL 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC) (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 september 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 februari 2016;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 14 december 2015;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 17 november 2015;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française" (ETNIC), gegeven op 14 januari 2016;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor de vorming gedurende de loopbaan), gegeven op 21 januari 2016;

Gelet op het protocol nr. 464 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 26 februari 2016;

Gelet op het advies nr. 59.062/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2016 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII<sup>re</sup>sorteren, wordt afdeling 7 van hoofdstuk 1 vervangen door de volgende afdeling :

“Afdeling 7. Bestuursovereenkomst en doelstellingencontract

Artikel 20. § 1. Er wordt een bestuursovereenkomst voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap ingesteld.

De bestuursovereenkomst heeft betrekking op zowel de transversale aspecten als de sectorale aspecten van het beheer van de opdrachten van het Ministerie.

De bestuursovereenkomst heeft een strategische planificatie van 5 jaar.

Ze bevat minstens de volgende elementen :

- de voornaamste opdrachten, de visie en de waarden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- de voornaamste opdrachten en de visie van elk algemeen bestuur en van het secretariaat-generaal;
- de transversale en sectorale strategische en operationele doelstellingen;
- de indicatoren waarmee kan worden gemeten of de transversale en sectorale operationele doelstellingen, waarvoor een indicator vereist is, bereikt zijn;
- de human resources, de begrotings- en informaticamiddelen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de transversale en sectorale strategische en operationele doelstellingen;
- de verdeling van de bevoegdheden in verband met de verwezenlijking van de transversale en sectorale strategische en operationele doelstellingen;
- de nadere regels voor de medewerking tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de diensten van haar administratie.

Om de strategische en operationele doelstellingen van de bestuursovereenkomst te bepalen, moeten inzonderheid de volgende gegevens in aanmerking worden genomen :

- een analyse van risico's;
- een analyse van de omgeving en de stakeholders;
- het door de Regering bepaalde begrotingskader;
- de beleidsverklaring van de Franse Gemeenschap;
- de opdrachtenbladen van de ondertekenende mandaathouders.

De bestuursovereenkomst eindigt bij de sluiting van een nieuwe bestuursovereenkomst.

§ 2. De overeenkomst wordt gesloten op grond van een ontwerp dat door het Directiecomité van het Ministerie, uitgebreid tot de mandaathouders van rang 16, wordt opgesteld in overleg met het geheel van de andere ambtenaren-generaal.

Het Directiecomité steunt op het vademecum dat door de Regering werd gebruikt om haar ontwerp van bestuursovereenkomst op te stellen. De bevoegde administrateurs-generaal en directeurs-generaal plegen overleg met de functionele ministers of hun afgevaardigden, voor het opstellen van de sectorale strategische en operationele doelstellingen die betrekking hebben op de aangelegenheden waarvoor ze bevoegd zijn. De secretaris-generaal, de Minister-President, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken, of hun afgevaardigden, nemen deel aan dat overleg, om een samenhang tussen de sectorale en transversale doelstellingen te bereiken.

Het ontwerp van overeenkomst wordt aan de Regering gericht binnen de 4 maanden volgend op de benoeming van de mandaathouders van rang 17, 16+ en 16 van het Ministerie.

De Regering en het Directiecomité onderhandelen over het ontwerp van bestuursovereenkomst.

De overeenkomst wordt gesloten binnen de 4 maanden na de mededeling van het ontwerp aan de Regering.

Als het Directiecomité en de Regering op het einde van de in het eerste lid bedoelde termijn geen akkoord bereiken, keurt de Regering de bestuursovereenkomst definitief goed.

§ 3. Gedurende de geldigheidsduur van de overeenkomst, kan deze worden gewijzigd op verzoek van de Regering of van het Directiecomité. Er moet een termijn van minimaal zes maanden lopen tussen elke wijziging.

De bevoegde administrateurs-generaal en directeurs-generaal plegen overleg met de functioneel bevoegde minister(s) of hun afgevaardigden voor het bepalen van de sectorale strategische en operationele doelstellingen betreffende de aangelegenheden waarvoor ze bevoegd zijn. De Secretaris-Generaal, de Minister-President, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken, of hun afgevaardigden, nemen aan dat overleg deel om een samenhang tussen de sectorale en transversale doelstellingen te bereiken.

De Regering en het Directiecomité onderhandelen over de wijziging van de bestuursovereenkomst.

Als die er is, wordt de bestuursovereenkomst, in voorkomend geval, aangepast binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag.

§ 4. Op aanvraag van de Regering of van het Directiecomité, kan de bestuursovereenkomst worden gewijzigd vóór het einde van de in de vorige paragraaf bedoelde termijn van zes maanden, bij speciaal met redenen omklede dringende noodzakelijkheid of als de urgentie niet voorspelbaar was bij de sluiting of de vorige wijziging van de bestuursovereenkomst.

De Regering en het Directiecomité onderhandelen over de wijziging van de bestuursovereenkomst.

Als die er is, wordt de bestuursovereenkomst, in voorkomend geval, aangepast binnen de maand volgend op de ontvangst van de aanvraag.

§ 5. Elk jaar, na de aanneming van de begroting in het Parlement, deelt het Directiecomité een verslag over het opvolgen van de bestuursovereenkomst aan de Regering mee door toedoen van de Minister van Ambtenarenzaken.

Dat verslag stelt de volgende gegevens voor :

- 1° de evolutie betreffende het bereiken van de strategische en operationele doelstellingen;
- 2° de nieuwe risico's die worden ontdekt gedurende de uitvoering van de bestuursovereenkomst;
- 3° de eventuele voorstellen tot wijziging van de bestuursovereenkomst.

Het verslag toont de overeenstemming aan tussen de bestuursovereenkomst en de voor het jaar aangenomen begroting.

§ 6. Vier maanden vóór het einde van de legislatuur, stelt het Directiecomité van het Ministerie, dat tot de mandatarissen van rang 16 wordt uitgebreid, in overleg met het geheel van de andere ambtenaren-generaal, een verslag betreffende de evaluatie van de overeenkomst en de toekomstige doelstellingen op en stuurt het aan de Regering.

Art. 21. § 1. Elke mandaathouder van rang 15, stelt, binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van de bestuursovereenkomst of na zijn benoeming, als die later geschiedt, in overleg met zijn hiërarchische meerdere, een ontwerp van doelstellingencontract op, dat zijn opdrachtenblad en de bestuursovereenkomst voor zijn algemene dienst uitvoert.

De mandaathouders van rang 15 die binnen de instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden benoemd, worden vrijgesteld van het opstellen van een doelstellingencontract.

§ 2. Het doelstellingencontract wordt opgesteld op grond van een model dat door de Regering wordt goedgekeurd op voorstel van het Directiecomité. Het doelstellingencontract is een synthesesedocument dat op grond van meetbare gegevens wordt opgemaakt.

Het doelstellingencontract wordt door de onmiddellijk hiërarchische meerdere goedgekeurd na overleg binnen het Directiecomité.

Het doelstellingencontract wordt opnieuw onderzocht, en, in voorkomend geval, aangepast binnen de drie maanden na elke wijziging van de bestuursovereenkomst.

Het doelstellingencontract, alsook de wijzigingen die eraan zouden worden aangebracht, worden voor informatie aan de functioneel bevoegde Minister, aan de Minister van Begroting en aan de Minister van Ambtenarenzaken meegegeed.

Als de onmiddellijk hiërarchische meerdere en de mandaathouder van rang 15 het niet eens zijn over de inhoud van het doelstellingencontract, keurt(en) de functioneel bevoegde minister(s) het doelstellingencontract definitief goed. Als er geen akkoord bereikt wordt, dan keurt de Regering het doelstellingencontract goed.

Het eindigt gelijktijdig met de bestuursovereenkomst.

§ 3. Elk jaar, na de aanneming van de begroting in het Parlement, deelt de mandaathouder van rang 15, een verslag over het opvolgen van het doelstellingencontract aan zijn onmiddellijk hiërarchische meerdere mee.

Dat verslag stelt de volgende gegevens voor :

1° de evolutie betreffende het bereiken van de strategische en operationele doelstellingen die in het doelstellingencontract bepaald zijn;

2° de nieuwe risico's die worden ontdekt gedurende de uitvoering van de doelstellingen die in het doelstellingencontract bepaald zijn en, als dit mogelijk is, de potentiële gevolgen van die risico's op de uitvoering van de beheersovereenkomst;

3° de eventuele voorstellen tot wijziging van zijn contract.

Artikel 21bis. § 1. De instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden vrijgesteld van het opstellen van een bestuursovereenkomst.

§ 2. Binnen de zes maanden volgend op hun benoeming, stellen de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut van categorie B een bestuursplan op, dat de activiteiten en projecten beschrijft die de doelstellingen van de beheersovereenkomst concretiseren.

Om de door het plan beschreven activiteiten en projecten te bepalen, moeten inzonderheid de opdrachtenbladen van de mandaathouders van de instelling van openbaar nut worden gebruikt.

Het plan beschrijft de activiteiten en projecten waarvoor elke mandaathouder bevoegd of medebevoegd is, of waartoe hij bijdraagt.

Het plan bevat de indicatoren waarmee kan worden gemeten of de beschreven activiteiten en projecten, waarvoor een indicator vereist is, bereikt zijn.

Het bestuurplan is geldig voor een periode van twee jaar; het wordt eerst door het beheersorgaan en dan door de Regering goedgekeurd.

Op het einde van die periode van twee jaar, wordt een tweede bestuurplan voor het vervolg van het mandaat opgesteld volgens dezelfde nadere regels.

In de loop van zijn geldigheidsperiode kan het bestuursplan worden gewijzigd nadat een aanhangsel bij de beheersovereenkomst van de instelling aangenomen is.

§ 3. Op het einde van elk bestuursplan, deelt het directiecomité of de directieraad van de instelling een verslag aan de Regering mee door toedoen van de Minister van Ambtenarenzaken.

Dat verslag stelt de volgende gegevens voor :

1° de evolutie betreffende het bereiken van de activiteiten en projecten van het bestuursplan;

2° de nieuwe risico's die worden ontdekt gedurende de uitvoering van het bestuursplan;

3° de eventuele voorstellen die in overweging en in aanmerking moeten worden genomen bij het opmaken van het volgende bestuursplan."

**Art. 2.** Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 32. De mandaathouders worden twee jaar na hun benoeming en in de loop van het laatste jaar van de legislatuur geëvalueerd.

Die evaluaties hebben betrekking op de wijze waarop de mandaathouder de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen waarvoor hij bevoegd of medebevoegd is of waartoe hij bijdraagt krachtens zijn opdrachtenblad, de bestuursovereenkomst en, voor de mandaathouders van rang 15, het doelstellingencontract, heeft vervuld.

Voor de instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, hebben de evaluaties betrekking op de wijze waarop de mandaathouder de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen die in zijn opdrachtenblad bepaald zijn, heeft vervuld, en op de verwezenlijking van de doelstellingen van het bestuursplan en de beheersovereenkomst waarvoor hij bevoegd of medebevoegd is of waartoe hij bijdraagt.”.

**Art. 3.** In artikel 33, § 1, 1° van hetzelfde besluit, wordt een letter c ingevoegd, luidend als volgt :

“c. Voor de secretaris-generaal, het geheel van de leden waaruit de Regering van de Franse Gemeenschap samengesteld is”.

**Art. 4.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 35. De mandaathouder wordt door de Commissie geëvalueerd op basis van :

1° het verslag of de verslagen over het jaarlijks opvolgen van de bestuursovereenkomst en het doelstellingencontract of het verslag over het in artikel 21 bis § 3 bedoelde bestuursplan. Op verzoek van de functioneel bevoegde minister(s), kan de Minister van Ambtenarenzaken de mandaathouder om een bijkomend verslag vragen;

2° de hoorzitting betreffende de mandaathouder;

3° het met redenen omklede verslag van de onmiddellijk hiërarchische meerdere van de mandaathouder, en, indien de commissie dit nodig vindt, de hoorzitting van de hiërarchische meerdere;

4° in voorkomend geval, het verslag of de hoorzitting betreffende iedere persoon van wie de evaluatiecommissie het als nuttig acht de mening te kennen, met uitzondering van de leden van de Regering en de leden van de ministeriële kabinetten.”

**Art. 5.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, worden de woorden “artikel 35, 2° en 3°” vervangen door de woorden “artikel 35, 3° en 4°”.

**Art. 6.** Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 41. De met toepassing van artikel 32 uitgevoerde evaluatie geeft aanleiding tot één van de volgende vermeldingen :

1° “gunstig” : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen die bepaald zijn in het opdrachtenblad, alsook, naar gelang van het geval, ofwel in de bestuursovereenkomst en, voor de mandaathouders van rang 15, in het doelstellingencontract, ofwel in de doelstellingen van het bestuursplan en van de beheersovereenkomst, waarvoor de mandaathouder bevoegd of medebevoegd is of waartoe hij bijdraagt, maar, in dit laatste geval, alleen voor zijn bijdrage, ofwel kwantitatief en kwalitatief op voldoende wijze en binnen de gestelde termijn vervuld zijn, ofwel op niet voldoende wijze of niet binnen de gestelde termijn vervuld zijn, maar, op grond van de door de mandaathouder voorgestelde bewijzen, blijkt dat die toestand gepast wordt verantwoord;

2° “met voorbehoud” : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen die bepaald zijn in het opdrachtenblad, alsook, naar gelang van het geval, ofwel in de bestuursovereenkomst en, voor de mandaathouders van rang 15, in het doelstellingencontract, ofwel in de doelstellingen van het bestuursplan en van de beheersovereenkomst, waarvoor de mandaathouder bevoegd of medebevoegd is of waartoe hij bijdraagt, maar, in dit laatste geval, alleen voor zijn bijdrage, te gedeeltelijk kwantitatief of kwalitatief, of niet binnen de gestelde termijn, vervuld zijn;

3° “ongunstig” : wanneer de beheersopdrachten en de strategische en operationele doelstellingen die bepaald zijn in het opdrachtenblad, alsook, naar gelang van het geval, ofwel in de bestuursovereenkomst en, voor de mandaathouders van rang 15, in het doelstellingencontract, ofwel in de doelstellingen van het bestuursplan en van de beheersovereenkomst, waarvoor de mandaathouder bevoegd of medebevoegd is of waartoe hij bijdraagt, maar, in dit laatste geval, alleen voor zijn bijdrage, onvoldoende kwantitatief of kwalitatief, of niet binnen de gestelde termijn, vervuld zijn.

**Art. 7.** In artikel 55, § 3, van hetzelfde besluit, tussen de tweede en derde zin, wordt de volgende zin ingevoegd : “Voor de uitoefening van dat mandaat van dezelfde rang, geniet hij minstens de bezoldigingsregeling in verband met het voorafgaande mandaat.”.

**Art. 8.** Artikel 11, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de punten 1° en 2° opgeheven.

**Art. 9.** In artikel 12, zesde lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “van de operationele plannen van zijn leden” vervangen door de woorden “van de bestuursovereenkomst”.

**Art. 10.** Bij de eerste toepassing van artikel 32 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, zoals vervangen bij artikel 2 van dit besluit, worden de mandaathouders alleen in de loop van het laatste jaar van de legislatuur geëvalueerd.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 7, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2015.

**Art. 12.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 27 april 2016.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202330]

#### 21 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 1015 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif aux entreprises de travail adapté

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 1015;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 29 octobre 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 décembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 janvier 2016;

Vu l'avis 58.820/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 février 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que des mesures de maîtrise budgétaire s'imposent pour l'année 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 1015 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> : le nombre « 2.250.000 » est remplacé par le nombre « 592.000 »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Pour l'année 2016, le solde disponible visé à l'alinéa 2 s'élève à zéro euro. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 avril 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT